

Le syndicat agricole progressiste condamne en bloc les mesures de soutien aux agriculteurs annoncés par Gabriel Attal jeudi.

Mise à jour le 4.02.24 à 17:27



[Stéphane Guérard](#)

Dès les [annonces de Gabriel Attal](#), jeudi, Pierre Thomas, président du Mouvement de défense des exploitations familiales (Modéf), avait donné le ton. « *Ces quelques mesures ne changent rien sur le fond. La crise que nous connaissons va se poursuivre. On continuera donc les actions.* »

Vendredi, [les points de blocage](#) tenus par [la FNSEA](#) et les Jeunes Agriculteurs avaient tous été levés en Île-de-France et autour de Lyon ; samedi, les forces de police ont évacué les deux derniers barrages de la Confédération paysanne au péage de Saint-Quentin-Fallavier (Isère), ainsi que celui de la centrale d'achat Leclerc à Saint-Étienne-de-Montluc (Loire-Atlantique). Des actions se sont poursuivies localement ce week-end.

Le flou des marges de la grande distribution

Pour le Modéf, le cadre des lois Egalim et le renforcement [des contrôles annoncé par Bruno Le Maire](#) ne suffiront pas à maintenir des prix rémunérateurs, assure Didier Gadéa. « *Egalim, c'est rester dans un cadre où le marché fixe les prix. Mais on voit bien que des deux bouts de la chaîne, ce sont les agriculteurs et les consommateurs qui se font assassiner. Au milieu, il y a des profiteurs. Et quand vous demandez à la grande distribution ou à l'agro-industrie quelles sont leurs marges, on n'obtient aucune réponse* », décrypte le viticulteur en Hérault qui milite avec le Modéf pour « *la fixation des prix par la loi, garantie par l'État* ».

« 1035 euros d'aide par élevage »

Le syndicat a par ailleurs expertisé les 150 millions d'euros de soutien fiscal et social aux éleveurs bovins. « *Quand ils annoncent des fonds de soutien, ils parlent toujours en millions. Mais ça fait 1 035 euros par élevage. Pour moi, ça correspond à 1 % de mon chiffre d'affaires* », calcule Elliott, qui a par ailleurs vu les 8 500 euros d'aide à l'installation pour les jeunes agriculteurs fondre au gré des augmentations de toutes ses factures.

[La mise en « pause » du plan Ecophyto 2030](#) provoque aussi la colère. Pour Amandine Feuchot, « *c'est la cerise sur le gâteau offert à l'agrobusiness et à l'agro-industrie* ».

La maraîchère bio en Corrèze rappelle l'évidence : « *Nos premiers outils de travail, ce sont la terre, la pluie, le vent, les insectes pollinisateurs, nos animaux ; ce sont aussi le corps, la tête et le cœur*

de l'agriculteur, qui a besoin de vivre en bonne forme. On connaît tous les conséquences de ces produits sur la santé, sur l'environnement. Ces mesures reviennent à faire sauter nos protections au profit des plus gros. Voilà pourquoi nous appelons à faire passer les coûts de ces produits pour notre société en investissements dans la recherche, la formation, pour aider les agriculteurs à changer leurs pratiques pour mieux en vivre. »

Quant à la souveraineté alimentaire maintes fois citée par le premier ministre, cette idée sonne étrangement aux oreilles du Lot-et-Garonnais et dirigeant du Modef, Raymond Girardi. « *Il y a quelques années, la France était l'un des plus grands pays agricoles. Entendre désormais [parler de souveraineté agricole est surréaliste](#). L'agriculture est l'épine dorsale de notre ruralité. Si elle s'effondre, c'est notre ruralité qui s'effondre. »*